

Z'Y VA POUR CINQ ANS DE LUTTES !

DEBUT LE 10 SEPTEMBRE

Etat d'urgence ou pas d'Etat du tout ?

Partant du postulat que l'Etat est avant tout le souteneur de la société capitaliste et de la classe dirigeante, est-il judicieux de réclamer un Etat de droit ?

Oui, répondront les un(e)s, car c'est pour notre liberté ! Mais, de quelle liberté, répondront les autres ?

Les deux parties ont raison, mais mettons-nous d'accord sur l'idée de liberté. De quelle liberté, celle de la libre entreprise individuelle, de la compétition, du chacun(e) pour soi, ou celle, de l'individualité dans le collectif, de la libre association, du chacun(e) pour tou(te)s ?

Dans la première hypothèse l'Etat a toute sa place, car sa fonction première est la défense d'une société basée sur la division par classes sociales, entre exploiters(euses) et exploité(e)s. Dans la seconde hypothèse l'Etat n'a pas sa place, car la société qu'elle défend est basée sur l'auto-organisation et l'abolition de l'exploitation.

Mais, alors pourquoi être dans la rue ?

Vous l'avez compris, nous ne sommes pas là pour défendre l'Etat, qu'il soit de droit, d'urgence ou bien totalitaire. Mais bien pour défendre notre liberté, vous savez celle de l'auto-organisation et de l'abolition des exploitations.

Alors que les gouvernements successifs ont posé les jalons pour le maintien de notre soumission, par le brouillage politique et les multiples lois scélérates, antiterroriste, antisociale, anti vie. Ce gouvernement s'apprête à finir la besogne, par la promulgation dans la loi ordinaire de l'Etat d'urgence permanent.

Pourquoi cet Etat d'urgence permanent ?

Parce que le démantèlement social n'est pas terminé. La fin annoncée du code du travail, les attaques programmées sur les retraites, les fonctionnaires, les privés d'emplois, le RSA, les bénéficiaires de la CAF, etc. La répression de la solidarité avec les migrant(e)s. La répression des quartiers populaires. La répression des militant(e)s syndicaux, politiques et associatifs. La répression des zadistes. En un mot la multitude "des gens qui ne sont rien". Tout ce programme nécessite en complément des lois liberticides déjà promulguées, l'état d'urgence permanent. La précarisation de la vie, l'ubérisation du travail, l'auto-soumission à cet Etat qui n'est là que pour l'accumulation des profits produits par cette multitude, pour les tenants du capital.

Nous sommes les plus nombreux(ses) !

Tous les jours nous faisons fonctionner cette société, alors que nous gérons, organisons, produisons les marchandises qu'ils(elles) vendent en gardant pour eux la plus value extirpée de notre travail et qui leur procure le capital nécessaire à notre auto-soumission. Alors que nous sommes collectivement la société, qu'aucun(e) homme/femme ne peut sans nous, accumuler autant de profits. Vous continuez à croire que seul(e) un(e) homme/femme peut nous apporter cette société libre et égalitaire. Alors que vous croyez encore que l'Etat est à même de nous donner cette liberté et cette égalité, vous vous fourvoyez, car l'Etat et ses lois ne sont là que pour reproduire cette société mortifère, qui n'est autre que la société capitaliste. Alors prenons conscience de notre force et collectivement, nous pouvons choisir comment nous voulons vivre.

Pour l'auto-organisation des luttes !

Pour l'abolition du salariat, du patronat et du patriarcat !

Pour une société libre et égalitaire !

Sans dieux, sans maîtres, sans fric !

